



Berne-Wabern, 28 avril 2014

---

## Focus Sri Lanka

Liberté d'opinion et d'expression et liberté de  
réunion et d'association pacifiques

---

### **Haftungs- und Nutzungshinweis zu Quellen und Informationen**

Der vorliegende Bericht wurde von der Länderanalyse des Bundesamtes für Migration (BFM) gemäss den gemeinsamen EU-Leitlinien für die Bearbeitung von Informationen über Herkunftsländer erstellt ([http://www.bfm.admin.ch/bfm/de/home/themen/migration\\_analysen/herkunftslanderinformationen-.html](http://www.bfm.admin.ch/bfm/de/home/themen/migration_analysen/herkunftslanderinformationen-.html)). Er wurde auf der Grundlage sorgfältig ausgewählter Informationsquellen zusammengestellt. Alle zur Verfügung stehenden Informationen wurden mit grösster Sorgfalt recherchiert, evaluiert und bearbeitet. Alle verwendeten Quellen sind referenziert. Dessen ungeachtet erhebt dieses Dokument keinen Anspruch auf Vollständigkeit. Es erlaubt auch keine abschliessende Bewertung darüber, ob ein individueller Antrag auf einen bestimmten Flüchtlingsstatus oder auf Asyl berechtigt ist. Wenn ein bestimmtes Ereignis, eine bestimmte Person oder Organisation in diesem Bericht keine Erwähnung findet, bedeutet dies nicht, dass ein solches Ereignis nicht stattgefunden hat oder dass die betreffende Person oder Organisation nicht existieren. Die Inhalte sind unabhängig verfasst und können nicht als offizielle Stellungnahme der Schweiz oder ihrer Behörden gewertet werden. Die auszugsweise oder vollständige Nutzung, Verbreitung und Vervielfältigung dieses Berichts unterliegt den in der Schweiz geltenden Klassifizierungsregeln.

### **Clauses sur les sources, les informations et leur utilisation**

Ce rapport a été rédigé par l'Analyse sur les pays de l'Office Fédéral des Migrations (ODM) dans le respect des Lignes directrices de l'UE en matière de traitement et de transmission d'informations sur les pays d'origine ([http://www.bfm.admin.ch/bfm/fr/home/themen/migration\\_analysen/herkunftslanderinformationen.html](http://www.bfm.admin.ch/bfm/fr/home/themen/migration_analysen/herkunftslanderinformationen.html)). Ce document a été élaboré sur la base de sources d'informations soigneusement sélectionnées. Toutes les informations fournies ont été recherchées, évaluées et traitées avec la plus grande vigilance. Toutes les sources utilisées sont référencées. Cependant, ce document ne prétend pas à l'exhaustivité. Il n'est pas davantage concluant pour décider du bien-fondé d'une demande de statut de réfugié ou d'une demande d'asile particulière. Si un événement, une personne ou une organisation déterminé(e) n'est pas mentionné(e) dans le rapport, cela ne signifie pas forcément que l'événement n'a pas eu lieu ou que la personne ou l'organisation n'existe pas. A noter que ce document a été produit de manière indépendante et ne doit pas être considéré comme une prise de position officielle de la Suisse ou de ses autorités. Par ailleurs, ce rapport est soumis, tant dans son utilisation, sa diffusion et sa reproduction partielle ou intégrale, aux règles de classification en vigueur en Suisse.

### **Reservation on information, its use, and on sources**

This report, written by Country Analysis of the Federal Office for Migration, is in line with the EU-Guidelines for processing Country of Origin Information ([http://www.bfm.admin.ch/bfm/en/home/themen/migration\\_analysen/herkunftslanderinformationen.html](http://www.bfm.admin.ch/bfm/en/home/themen/migration_analysen/herkunftslanderinformationen.html)). The report draws on carefully selected sources; they are referenced in the report. Information has been researched, analyzed, and edited respecting best practices. However, the authors make no claim to be exhaustive. No conclusions may be deduced from the report on the merits of any claim to the well-foundedness of a request for refugee status or asylum. The fact that some occurrence, person, or organization may not have been mentioned in the report does not imply that such occurrence is considered as not having happened or a person or organization does not exist. This report is the result of independent research and editing. The views and statements expressed in this report do not necessarily represent any consensus of beliefs held by the Swiss government or its agencies. Using, disseminating, or reproducing this report or parts thereof is subject to the provisions on the classification of information applicable under Swiss law.

**Fragen/Kommentare, questions/commentaires, questions/comments:**

[coi@bfm.admin.ch](mailto:coi@bfm.admin.ch)

## Table des matières

|                                                                                                                                            |           |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| <b>Synthèse.....</b>                                                                                                                       | <b>4</b>  |
| <b>Main findings.....</b>                                                                                                                  | <b>5</b>  |
| <b>1. Sources .....</b>                                                                                                                    | <b>5</b>  |
| <b>2. Liberté d'opinion et d'expression.....</b>                                                                                           | <b>6</b>  |
| 2.1. La liberté de la presse .....                                                                                                         | 6         |
| 2.2. Le personnel des organisations internationales et des organisations non-gouvernementales et les défenseurs des droits de l'homme..... | 8         |
| 2.3. Les avocats, les juges et les officiers judiciaires .....                                                                             | 11        |
| <b>3. La liberté de réunion et d'association pacifiques .....</b>                                                                          | <b>11</b> |
| 3.1. Les organisations non-gouvernementales .....                                                                                          | 12        |
| 3.2. La tenue de manifestations.....                                                                                                       | 13        |

## Sujet

Dans le présent document, les questions suivantes seront traitées:

- Quelle est la situation actuelle au Sri Lanka en matière de liberté d'opinion et d'expression ?
- Quelle est la situation actuelle au Sri Lanka en matière de réunion et d'association pacifique ?

## Synthèse

La situation en matière de liberté d'opinion et d'expression reste précaire au Sri Lanka. En 2013, l'ONG *Reporters sans frontières* a qualifié la situation en matière de liberté de la presse de très grave. Selon les sources publiques qui ont pu être recueillies ainsi que les diverses interviews menées par l'ODM au Sri Lanka en décembre 2013, tous les journalistes qui publient des articles critiques envers le gouvernement, quelle que soit leur ethnie ou religion et quel que soit le thème traité (droits de l'homme, sujets économiques, etc.), risqueraient des représailles.

Le thème des restrictions à la liberté d'opinion et d'expression des avocats, juges et officiers judiciaires a été récemment soulevé à plusieurs reprises, en particulier dans le cadre de la destitution de la Présidente de la Cour Suprême en janvier 2013.

La liberté de réunion et d'association pacifique a également été le sujet d'attention de nombreuses ONGs et organismes onusiens. Depuis la fin de la guerre, de nombreuses sources relatent les problèmes rencontrés par le personnel des organisations internationales et des organisations non-gouvernementales nationales ou internationales ainsi que par les défenseurs des droits de l'homme. Des critiques ont, entre autres, été entendues sur le fait que depuis avril 2010, le *National Secretariat for Non Governmental Organizations*, en charge de s'assurer que toutes les ONGs qui travaillent au Sri Lanka soient enregistrées et qu'elles fonctionnent dans le cadre des politiques gouvernementales, est subordonné au Ministère de la Défense.

La grande majorité des interlocuteurs rencontrés lors de la mission de l'ODM au Sri Lanka en décembre 2013 ont affirmé que les activités ainsi que les membres du personnel des ONGs nationales et internationales et des agences des Nations Unies font l'objet d'un monitoring de la part des autorités militaires et policières, et ce sur tout le territoire national et non pas uniquement dans les anciennes zones de conflit.

De nombreuses manifestations ont aussi été empêchées ou réprimées par la force au cours de ces dernières années. Les manifestations relatives à des événements survenus pendant la guerre ou ayant lieu dans les anciennes zones de conflit ne sont pas les seules à être concernées par ce phénomène. En effet, des manifestations critiques envers des politiques gouvernementales dans le Sud ont aussi été violemment réprimées.

## *Main findings*

The situation in Sri Lanka regarding freedom of opinion and expression remains precarious. In 2013 the NGO “Reporters without Borders” considered the situation regarding media freedom in the country to be very serious. According to the public information available to the FOM and interviews conducted during its mission to Sri Lanka in December 2013, it would appear that, regardless of ethnicity or religious belief, any journalist who publishes articles which are critical of the government runs the risk of reprisals.

In recent times, and particularly since the impeachment of the Chief Justice in January 2013, concerns have been repeatedly raised about restrictions on the freedom of opinion and expression among the legal community, such as lawyers, judges and court officials.

The freedom of peaceful assembly and association also attracted the attention of a number of NGOs and UN agencies. Since the end of the war, a number of sources have reported that human rights advocates, employees of international organisations as well as of national and international non-governmental organisations have encountered problems in Sri Lanka. One criticism was the fact that the National Secretariat for Non Governmental Organisations – the agency in charge of ensuring that all NGOs working in Sri Lanka are registered and function within the framework of government policies – reports to the Ministry of Defence (as of April 2010).

The overwhelming majority of the people the FOM spoke to during its Sri Lanka mission in December 2013 confirmed that the military and the police monitor the activities and the employees of UN agencies, as well as national and international NGOs, not just in the former conflict zones but in the entire country.

Over the last few years, many demonstrations have been stopped or violently suppressed. Such action is not limited to protests that focus on events which occurred during the civil war or in former conflict zones. Demonstrations criticising government policies in the South have been violently quashed too.

## **1. Sources**

Le présent Focus a été principalement élaboré sur la base d'informations accessibles au public et recueillies au travers de recherches Internet ou auprès de notre réseau de contacts. Les données contenues dans ce rapport sont essentiellement issues de documents onusiens, de rapports académiques, d'articles de presse, de statistiques publiées par le gouvernement du Sri Lanka ainsi que de rapports rédigés par des organisations non-gouvernementales nationales et internationales ou des agences donatrices. Ces informations ont ensuite été vérifiées et de nouvelles informations recueillies lors d'interviews avec des représentants d'ONGs nationales et internationales, des membres de la société civile, des représentants d'organisations internationales ainsi que des représentants du gouvernement sri lankais, menées entre le 10 et le 20 décembre 2013 à Jaffna, Kilinochchi, Mullaitivu, Trincomalee, Vavuniya et Colombo. Etant donné le contexte actuel, l'identité des interlocuteurs rencontrés au cours de notre mission ne peut être dévoilée, ceci afin de garantir leur sécurité. Compte tenu du caractère très vaste du sujet de ce Focus ainsi que du très grand nombre de sources à disposition, l'information fournie ne prétend pas être exhaustive.

## 2. Liberté d'opinion et d'expression

Ces dernières années, de nombreux rapports ont été publiés et de nombreuses personnalités se sont exprimées sur la thématique de la liberté d'expression et d'opinion au Sri Lanka.

A titre illustratif, l'ONG sri lankaise *Centre for Policy Alternatives* a récemment publié un sondage sur le sentiment des Sri Lankais quant à leur liberté d'exprimer leur opinion politique. Selon ce sondage publié en novembre 2013, 35.4% des Sri Lankais estiment qu'ils sont totalement libres d'exprimer leurs opinions politiques (*feelings about politics*), indépendamment de l'endroit où ils se trouvent et des personnes qui les entourent, tandis que 31,9% estiment être plutôt libres. Cependant, ce sondage montre une différence claire entre les différentes ethnies. En effet, 30% des Tamouls sri lankais et 20% des Tamouls indiens (*Up Country Tamils*) estiment qu'ils ne sont pas du tout libres d'exprimer leurs opinions politiques, tandis que 42.4% des Cinghalais estiment avoir une entière liberté à ce propos. Le sentiment de liberté exprimé par les communautés tamoule et musulmane a diminué par rapport à 2011. En effet, en 2011, 18.9% des Tamouls ont affirmé qu'ils n'étaient pas du tout libres d'exprimer leurs opinions politiques alors qu'en 2013 ce chiffre était de 29.2%. En ce qui concerne les musulmans, en 2011, 9.1% d'entre eux ont affirmé qu'ils n'étaient pas du tout libres d'exprimer leurs opinions politiques alors qu'en 2013 ils étaient 15.8%.<sup>1</sup>

### 2.1. La liberté de la presse

Ces dernières années, de nombreuses sources se sont inquiétées de la situation en matière de liberté de la presse. Lors d'une conférence de presse donnée le 31 août 2013 à Colombo, Mme Navi Pillay, Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, rappelle que depuis 2005, plus de 30 journalistes auraient été tués au Sri Lanka et qualifie la situation actuelle au Sri Lanka comme suit : « *Freedom of expression is under a sustained assault in Sri Lanka.* »<sup>2</sup> Selon le *Comité pour la Protection des Journalistes*, entre 2007 et 2012, 23 journalistes sri lankais auraient été contraints de s'exiler.<sup>3</sup> Le 5 septembre 2013, l'*International Press Institute* a, lui aussi, exprimé sa préoccupation face aux récentes attaques contre des journalistes ainsi que par rapport à la détérioration de la situation générale en matière de liberté de la presse.<sup>4</sup> De son côté, en 2013, l'ONG *Reporters sans frontières* a qualifié la situation en matière de liberté de la presse de très grave et classe le Sri Lanka au rang de 163<sup>ème</sup> pays sur 179.<sup>5</sup>

Cette situation n'est pas nouvelle. En effet, en juillet 2012 déjà, les Etats-Unis d'Amérique et l'Union Européenne avaient déclaré être préoccupés par les atteintes à la liberté de la presse au Sri Lanka suite à la fermeture par la police de deux sites internet critiques envers le gouvernement ([srilankaxnews.com](http://srilankaxnews.com) et [srilankamirror.com](http://srilankamirror.com)). Selon la police, ces deux sites internet étaient accusés de diffamations ainsi que de livrer des informations incorrectes et de manière vulgaire.<sup>6</sup> Les Etats-Unis d'Amérique ont réitéré leur préoccupation en avril 2013.<sup>7</sup>

<sup>1</sup> Centre for Policy Alternatives, *Topline survey report: Democracy in post-war Sri Lanka*, November 2013, <http://www.cpalanka.org/top-line-survey-results-democracy-in-post-war-sri-lanka/> (19.04.2014).

<sup>2</sup> Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights (OHCHR), *Opening remarks by UN High Commissioner for Human Rights Navi Pillay at a press conference during her mission to Sri Lanka Colombo, 31 August 2013*, <http://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=13673&LangID=E> (19.04.2014).

<sup>3</sup> Committee to Protect Journalists, *Sri Lanka*, <http://www.cpj.org/2013/02/attacks-on-the-press-in-2012-sri-lanka.php> (19.04.2014).

<sup>4</sup> The International Press Institute, *IPI concerned by declining press freedom in Sri Lanka*, 7 September 2013, <http://www.freemedia.at/home/singleview/article/ipi-concerned-by-declining-press-freedom-in-sri-lanka.html> (19.04.2014).

<sup>5</sup> Reporters sans frontières, *Classement mondial 2013*, [http://fr.rsf.org/press-freedom-index-2013\\_1054.html](http://fr.rsf.org/press-freedom-index-2013_1054.html) (19.04.2014).

<sup>6</sup> Reuters, *U.S., EU raise concerns over media freedom in Sri Lanka*, 2 July 2012, <http://www.reuters.com/article/2012/07/02/net-us-srilanka-media-websites-idUSBRE8610B120120702> (19.04.2014).

<sup>7</sup> Global Post, *US 'extremely concerned' on Sri Lanka press freedom*, 15 April 2013, <http://www.globalpost.com/dispatch/news/afp/130415/us-extremely-concerned-sri-lanka-press-freedom> (19.04.2014).

La session du Conseil des droits de l'homme qui a eu lieu à Genève du 27 février au 23 mars 2012 a été un des événements marquants de ces dernières années en ce qui concerne les restrictions à la liberté de la presse. Selon un article publié le 26 janvier 2012, par le journal *Dinamina*, le Ministre des médias et de l'information, Minister Keheliya Rambukwella, aurait affirmé que : « *exiled media personnel who lobby in Geneva are traitors to the country and are bringing the country to disrepute* »<sup>8</sup>.

Le Ministre des médias et de l'information n'est pas le seul ministre sri lankais à avoir menacé les journalistes présents lors de la session. Dans un article paru le 23 mars 2012 dans le journal *Ceylon Today*, on peut lire ce qui suit concernant M. Mervyn Silva, Ministre des relations publiques: « *Addressing a rally against the US resolution which was adopted at the United Nations Human Rights Council yesterday Minister of Public Relations Mervyn Silva stated that several Sri Lankan journalists had lobbied in Geneva against their motherland and that he will publicly break the limbs of these treacherous journalists if they set foot in Sri Lanka. I have chased away journalists like Poddala Jayantha before and I will publicly break the limbs of people like Sunanda Deshapriya, Nimalka Fernando and Paikiasothy Saravanamuttu who lobbied against their own country Minister Mervyn said.* »<sup>9</sup>

Plus récemment, de janvier à mai 2013, le journal tamoul *Uthayan* (journal proche du TNA) a été attaqué six fois. Suite à l'attaque des bureaux de *Uthayan* survenue en avril 2013 et au cours de laquelle trois hommes armés ont mis le feu aux machines d'impression, le directeur général du Centre des médias pour la sécurité nationale (*Media Centre for National Security*) aurait affirmé que l'attaque avait été préparée par le journal lui-même dans le but de ternir l'image du gouvernement.<sup>10</sup> En novembre 2013, l'ONG *Reporters sans frontières*, *Le Monde* et *TV5Monde* ont décerné le « prix 2013 pour la liberté de la presse » à *Uthayan*. Lors de la remise du prix, le Directeur-général de *Reporters sans frontières*, Christophe Deloire, s'est exprimé dans ces termes : « *The war in Sri Lanka is not yet over for Uthayan. If this newspaper were to succumb to the constant harassment to which it is exposed, the abuses by the security forces against the population in the north would continue with complete impunity, without being brought to the attention of Sri Lankans and the international community. The courage and persistence of Uthayan's staff in reporting what happens in this embattled country demands our respect and our full solidarity* ».<sup>11</sup>

Un autre exemple est celui de Faraz Shauketaly, journaliste du *Sunday Leader*<sup>12</sup> connu pour ses articles sur la corruption, sur qui trois hommes non-identifiés ont tiré en février 2013.<sup>13</sup>

<sup>8</sup> Networking for Rights in Sri Lanka (NFR), INFORM Human Rights Documentation Centre, Sri Lanka, Free Media Movement, Sri Lanka (FMM), *NGO Submission Universal Periodic Review – second cycle on Sri Lanka (14th UPR Working Group – Oct / Nov. 2012) Human rights defenders, freedom of assembly, freedom of association and dissent in Sri Lanka*, 23 April 2012, <https://nfrsrilanka.files.wordpress.com/2012/06/nfr-sri-lanka-joint-upr-submission-sri-lanka-nov-2012-defenders-freedom-of-assembly-freedom-of-association-and-dissent.pdf> (19.04.2014).

<sup>9</sup> *Ceylon Today*, *Mervyn threatens to break limbs*, 23 March 2012, <http://www.ceylontoday.lk/16-3820-news-detail-mervyn-threatens-to-break-limbs.html> (19.04.2014).

<sup>10</sup> Journalists for Democracy in Sri Lanka (JDS), *Systematic impunity renders Govt. responsible*, 16 April 2013, <http://www.jdslanka.org/index.php/2012-01-30-09-30-42/media/311-uthayan-attack-systematic-impunity-renders-govt-responsible-rsfjds> (19.04.2014);

Colombo Telegraph, *TNA condemns today's Uthayan newspaper attack*, 3 April 2013, <https://www.colombotelegraph.com/index.php/tna-condemns-todays-uthayan-newspaper-attack/> (19.04.2014);

Groundviews, *World press freedom day, Uthayan and freedom of expression in Sri Lanka*, 1 May 2013, <http://groundviews.org/2013/05/01/world-press-freedom-day-uthayan-and-freedom-of-expression-in-sri-lanka/> (19.04.2014);

Aljazeera, *Gunmen torch Sri Lankan newspaper equipment*, 13 April 2013, <http://www.aljazeera.com/news/asia/2013/04/201341372141289764.html> (19.04.2014);

The Hindu, *Jaffna-based Uthayan suffers second attack in a fortnight*, 13 April 2013, <http://www.thehindu.com/news/international/south-asia/jaffnabased-uthayan-suffers-second-attack-in-a-fofortnight/article4613921.ece> (19.04.2014).

<sup>11</sup> Reporters without Borders, *Press freedom prize goes to Uzbek journalist and Sri Lankan daily*, 27 November 2013, [http://en.rsf.org/press-freedom-prize-goes-to-uzbek-27-11-2013\\_45522.html](http://en.rsf.org/press-freedom-prize-goes-to-uzbek-27-11-2013_45522.html) (19.04.2014).

<sup>12</sup> Journal possédé par un proche de la famille Rajapaksa.

<sup>13</sup> The World Post, *Sri Lanka media freedom faces downward spiral*, 19 February 2013, [http://www.huffingtonpost.com/dinouk-colombage/sri-lanka-journalist-shot\\_b\\_2714260.html](http://www.huffingtonpost.com/dinouk-colombage/sri-lanka-journalist-shot_b_2714260.html) (19.04.2014);



Selon les sources publiques qui ont pu être recueillies ainsi que les diverses interviews menées par l'ODM au Sri Lanka en décembre 2013, tous les journalistes qui publient des articles critiques envers le gouvernement, quelle que soit leur ethnie ou religion et quel que soit le thème traité (droits de l'homme, sujets économiques, etc.), risqueraient des représailles.<sup>14</sup>

## 2.2. Le personnel des organisations internationales et des organisations non-gouvernementales et les défenseurs des droits de l'homme

Depuis la fin de la guerre, de nombreuses sources relatent les problèmes rencontrés par le personnel des organisations internationales et des organisations non-gouvernementales nationales ou internationales ainsi que par les défenseurs des droits de l'homme.

En septembre 2009, deux Sri Lankais employés par les Nations Unies auraient été arrêtés par la police sri lankaise et maltraités pendant leur interrogatoire.<sup>15</sup> Selon un rapport publié en 2010 par le *International Crisis Group*, ces deux personnes étaient accusées de travailler avec les LTTE. Toujours selon ce rapport, depuis la fin de la guerre, le gouvernement aurait révoqué les visas d'un certain nombre de membres du personnel international des Nations Unies, apparemment en représailles à des commentaires critiques envers des politiques gouvernementales. Plusieurs membres du personnel d'organisations humanitaires et de l'aide internationale auraient aussi vu leurs visas annulés ou non approuvés au cours des dernières années de la guerre. La menace bien réelle d'être détenu si vous êtes sri lankais ou d'être obligé de quitter le pays si vous êtes étranger, aurait conduit de nombreux travailleurs humanitaires à se tenir tranquilles (*keep quiet*).<sup>16</sup>

Plus récemment, lors de la session du Conseil des droits de l'homme qui a eu lieu à Genève du 27 février au 23 mars 2012, des représentants d'ONGs sri lankaises ont affirmé avoir été victimes d'intimidations de la part de membres de la délégation sri lankaise, qui ont, entre autres, photographié à plusieurs reprises les membres de ces groupes, même à l'intérieur des chambres du Conseil des droits de l'homme. Ces informations ont été confirmées par le porte-parole du Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH), Rupert Colville. Lors d'une conférence de presse, il a affirmé ce qui suit: « *lors de cette session du Conseil des droits de l'homme, il y a eu une profusion sans précédent et complètement inacceptable de menaces, de harcèlement et d'intimidations de militants sri lankais qui s'étaient rendus à Genève pour participer au débat, y compris par certains des 71 membres de la délégation officielle du gouvernement du Sri Lanka. [...] Au Sri Lanka, des journaux, des chaînes de télévision et de radio ainsi que des sites d'information sur Internet ont depuis janvier diffusé une campagne de diffamation contre des personnes nommées et parfois montrées sur des photos, en les accusant d'être des traîtres, de se comporter comme des mercenaires et d'être associées à des groupes terroristes. Il y a eu des appels à peine masqués encourageant à détruire les maisons de militants des droits de l'homme et même des appels au meurtre.* »<sup>17</sup>

En effet, à titre illustratif, un article paru dans le *Daily News* le 14 mars 2012 nomme certains activistes sri lankais, les accusant de travailler pour les LTTE et de trahir leur pays à Genève : « *Pakiasothy Sarawanamuttu, Sunila Abeysekara and Nimalka Fernando continue to*

---

BBC News, *Sri Lanka Sunday Leader reporter Faraz Shauketaly shot*, 16 February 2013, <http://www.bbc.co.uk/news/world-asia-21482317> (19.04.2014).

<sup>14</sup> Interviews avec des représentants d'ONGs nationales et internationales ainsi que des représentants d'organisations internationales, menés entre le 10 et le 20 décembre 2013 à Jaffna, Kilinochchi, Trincomalee, Vavuniya et Colombo.

<sup>15</sup> UN News Centre, *UN extremely concerned over detention of staff members in Sri Lanka*, 10 September 2009, <http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=32019> (19.04.2014).

<sup>16</sup> International Crisis Group, *Sri Lanka: A bitter peace*, Asia Briefing N°99, 11 January 2010, <http://www.crisisgroup.org/~media/Files/asia/south-asia/sri-lanka/b99%20sri%20lanka%20a%20bitter%20peace.ashx> (19.04.2014).

<sup>17</sup> Centre d'actualités des Nations Unies, *Sri Lanka : l'ONU dénonce le harcèlement de défenseurs des droits de l'homme*, 23 mars 2012, <http://www.un.org/apps/newsFr/storyF.asp?NewsID=27855#.Ume9hDFoJEs> (19.04.2014);

New York Times, *Move at U.N. on carnage in Sri Lanka sets off fury*, 19 March 2012, [http://www.nytimes.com/2012/03/20/world/asia/un-panel-seeks-vote-on-carnage-in-sri-lanka.html?\\_r=0](http://www.nytimes.com/2012/03/20/world/asia/un-panel-seeks-vote-on-carnage-in-sri-lanka.html?_r=0) (19.04.2014);

UN News Centre, *Senior UN official warns against harassing Sri Lankan human rights defenders*, 23 March 2012, <http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=41617#.Umo0YTFoJEs> (19.04.2014).



work with the LTTE terrorist rump and betray Sri Lanka in Geneva. »<sup>18</sup> Selon un article publié par l'ONG *Front Line Defenders*, le journal *Dinamina* aurait publié un article le 16 mars 2012 dans lequel les défenseur-ses des droits de l'homme étaient qualifiés de « dégénérés ». Cet article mentionnait nommément le Dr. Paikiasothy Saravanamuttu (Directeur de l'ONG *Centre for Policy Alternatives – CPA*), l'accusant d'avoir « *présenté de fausses preuves sur les abus contre les droits humains au Sri Lanka* ». <sup>19</sup> Mme Sunila Abeysekera (défenseuse des droits de l'homme) et Mme Nimalka Fernando (militante des droits des femmes) étaient quant à elles qualifiées de menteuses et de « *femmes "qui ont fait fausse route"* »<sup>20</sup>. Mme Sunila Abeysekera était aussi décrite comme la porte-parole des LTTE. Ce journal affirmait aussi qu'en Iran, « *ce "genre de bâtards seraient lapidés en public"* »<sup>21</sup>. Un élément inquiétant est le fait que cet article aurait ensuite été posté sur le site officiel du ministère de la Défense et du Développement urbain.<sup>22</sup> Ceci est d'ailleurs un des éléments sur lequel s'est exprimé le porte-parole de la Haut-Commissaire lors de sa conférence de presse: « *La Haut commissaire a noté que certaines de ces attaques contre les défenseurs des droits de l'homme sont diffusées dans les médias d'Etat du Sri Lanka et apparaissent sur des sites web du gouvernement. Les articles proviennent de journalistes, dont certains ont été accrédités pour couvrir la session du Conseil des droits de l'homme par la mission permanente du Sri Lanka.* »<sup>23</sup>

Suite à cette session du Conseil des droits de l'homme, en novembre 2012, le Sri Lanka a été soumis à l'Examen Périodique Universel (EPU). A cette occasion, les restrictions imposées aux organisations internationales et non-gouvernementales ont été mentionnées dans plusieurs des rapports qui ont été soumis au Conseil.

Dans la compilation établie par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme, on peut lire les préoccupations de plusieurs personnalités et organes onusiens face aux menaces, intimidations, harcèlement, agressions etc. subies par des personnes critiques envers le gouvernement, telles que les défenseurs des droits de l'homme, des activistes politiques, des syndicalistes et des journalistes de médias indépendants, des avocats de la défense, des membres d'ONGs etc. A titre illustratif, nous reproduisons un extrait de cette compilation : « *Le Comité contre la torture s'est dit préoccupé par les informations indiquant que des défenseurs des droits de l'homme, avocats de la défense et autres acteurs de la société civile, y compris des activistes politiques, des syndicalistes et des journalistes de médias indépendants avaient été pris pour cibles de mesures d'intimidation, de harcèlement, y compris de menaces de mort, d'agressions physiques et d'accusations motivées par des raisons d'ordre politique. Il a regretté que, dans bien des cas, les individus qui seraient responsables des actes d'intimidation et de représailles jouissent apparemment de l'impunité.* [...] La Haut- Commis-

<sup>18</sup> Daily News, Paikiasothy, Sunila and Nimalka working with LTTE rump, 14 March 2012, <http://archives.dailynews.lk/2012/03/14/news11.asp> (19.04.2014).

<sup>19</sup> Front Line Defenders, Sri Lanka: Des défenseur-ses des droits humains menacés et victimes d'une campagne de diffamation pour avoir participé au Conseil des Droits de l'Homme, 29 mars 2012, <http://www.frontlinedefenders.org/fr/node/17884> (19.04.2014).

<sup>20</sup> Front Line Defenders, Sri Lanka: Des défenseur-ses des droits humains menacés et victimes d'une campagne de diffamation pour avoir participé au Conseil des Droits de l'Homme, 29 mars 2012, <http://www.frontlinedefenders.org/fr/node/17884> (19.04.2014).

<sup>21</sup> Front Line Defenders, Sri Lanka: Des défenseur-ses des droits humains menacés et victimes d'une campagne de diffamation pour avoir participé au Conseil des Droits de l'Homme, 29 mars 2012, <http://www.frontlinedefenders.org/fr/node/17884> (19.04.2014).

<sup>22</sup> Front Line Defenders, Sri Lanka: Des défenseur-ses des droits humains menacés et victimes d'une campagne de diffamation pour avoir participé au Conseil des Droits de l'Homme, 29 mars 2012, <http://www.frontlinedefenders.org/fr/node/17884> (19.04.2014).

<sup>23</sup> Centre d'actualités des Nations Unies, Sri Lanka : l'ONU dénonce le harcèlement de défenseurs des droits de l'homme, 23 mars 2012, <http://www.un.org/apps/newsFr/storyF.asp?NewsID=27855#.Ume9hDFoJEs> (19.04.2014);

New York Times, Move at U.N. on carnage in Sri Lanka sets off fury, 19 March 2012, [http://www.nytimes.com/2012/03/20/world/asia/un-panel-seeks-vote-on-carnage-in-sri-lanka.html?\\_r=0](http://www.nytimes.com/2012/03/20/world/asia/un-panel-seeks-vote-on-carnage-in-sri-lanka.html?_r=0) (19.04.2014);

UN News Centre, Senior UN official warns against harassing Sri Lankan human rights defenders, 23 March 2012, <http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=41617#.Umo0YTFoJEs> (19.04.2014).

*saire aux droits de l'homme et la Rapporteuse spéciale sur la situation des défenseurs des droits de l'homme ont exprimé des préoccupations semblables.* »<sup>24</sup>

Selon un rapport soumis par des ONGs sri lankaises, la période allant de mai 2008 à mars 2012 a été caractérisée par la poursuite d'une répression continue envers la dissidence. Les personnes qui défendent les droits de l'homme, documentent les violations et expriment leur désaccord sous quelque forme que ce soit, à la fois au niveau international et local, auraient été qualifiées de traîtres et de terroristes et auraient travaillé sous la menace constante de représailles violentes. Beaucoup auraient été contraintes de se cacher ou de chercher protection à l'extérieur du Sri Lanka en raison des menaces et de la surveillance dont elles étaient victimes.<sup>25</sup>

Selon un rapport soumis par la *Fédération internationale des ligues des droits de l'homme* (FIDH) et l'*Organisation Mondiale Contre la Torture* (OMCT), depuis le dernier Examen Périodique Universel du Sri Lanka en mai 2008, les défenseurs des droits de l'homme seraient restés la cible d'un large éventail de violations, y compris d'exécutions extrajudiciaires, de disparitions forcées, d'arrestations et de détentions arbitraires, de passages à tabac, de menaces de mort, de harcèlement et diffamation, ainsi que de restrictions à leur liberté de mouvement, d'expression, d'association et de réunion pacifique. Des défenseurs d'origine tamoule et cinghalaise, de religion bouddhiste, chrétienne et musulmane auraient été les cibles de ces attaques. L'absence d'enquête sur les cas importants d'assassinat et de disparition de défenseurs des droits de l'homme aurait également contribué à un climat de peur et de silence. Ce rapport identifie les catégories suivantes de personnes ciblées : les ONGs travaillant sur les droits de l'homme, les groupes de femmes, les avocats des droits de l'homme, y compris ceux luttant contre la corruption, les journalistes, les militants religieux, les militants syndicalistes, les activistes pour la justice sociale et les défenseurs de l'environnement.<sup>26</sup>

Plus récemment, dans sa résolution datée du 19 mars 2013, le Conseil des droits de l'homme a lui aussi exprimé sa préoccupation. Il s'est, en effet, dit : « *préoccupé par les informations persistantes faisant état de violations des droits de l'homme à Sri Lanka, notamment [...] des cas d'actes d'intimidation et de représailles visant des défenseurs des droits de l'homme, des membres de la société civile et des journalistes.* »<sup>27</sup>

En ce qui concerne les ONGs travaillant sur le droit de femmes, on peut lire, dans le dernier rapport de *Minority Rights Group* publié en octobre 2013, que la surveillance et le contrôle des groupes de femmes et des militantes des droits des femmes seraient monnaie courante. Leurs bureaux seraient visités régulièrement par des membres du personnel militaire et des membres du *Criminal Information Department* (CID) et du *Terrorist Investigation Department* (TID).<sup>28</sup>

<sup>24</sup> Assemblée générale des Nations Unies, Conseil des droits de l'homme, Groupe de travail sur l'Examen périodique universel, *Compilation établie par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme, conformément au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil des droits de l'homme Sri Lanka*, A/HRC/WG.6/14/LKA/2, 13 août 2012, <http://www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain/opendocpdf.pdf?reldoc=y&docid=506d45a92> (23.04.2014).

<sup>25</sup> Networking for Rights in Sri Lanka (NfR), INFORM Human Rights Documentation Centre, Sri Lanka, Free Media Movement, Sri Lanka (FMM), *NGO Submission Universal Periodic Review – second cycle on Sri Lanka (14th UPR Working Group – Oct / Nov. 2012) Human rights defenders, freedom of assembly, freedom of association and dissent in Sri Lanka*, 23 April 2012, <https://nfrsrilanka.files.wordpress.com/2012/06/nfr-sri-lanka-joint-upr-submission-sri-lanka-nov-2012-defenders-freedom-of-assembly-freedom-of-association-and-dissent.pdf> (19.04.2014).

<sup>26</sup> FIDH, *The difficult situation of human rights defenders in Sri Lanka, NGO report - 2nd Universal Periodic Review of Sri Lanka (November 2012) – Submitted by the Observatory for the Protection of Human Rights Defenders, a joint programme of the International Federation for Human Rights (FIDH) and the World Organisation Against Torture (OMCT)*, 16 November 2012, <http://www.fidh.org/en/asia/Sri-Lanka/The-difficult-situation-of-human-12453> (19.04.2014).

<sup>27</sup> Assemblée générale des Nations Unies, Conseil des droits de l'homme, *Projet de résolution – Favoriser la réconciliation et l'établissement des responsabilités à Sri Lanka*, A/HRC/22/L.1/Rev.1, 19 mars 2013, [http://ap.ohchr.org/documents/F/HRC/d\\_res\\_dec/A\\_HRC\\_22\\_L1\\_Rev1.doc](http://ap.ohchr.org/documents/F/HRC/d_res_dec/A_HRC_22_L1_Rev1.doc) (19.04.2014).

<sup>28</sup> Minority Rights Group International, *Living with insecurity: Marginalization and sexual violence against women in North and East Sri Lanka*, 16 October 2013, <http://www.minorityrights.org/12119/reports/living-with-insecurity-marginalization-and-sexual-violence-against-women-in-north-and-east-sri-lanka.html> (19.04.2014).

Lors des diverses interviews menées par l'ODM au Sri Lanka en décembre 2013, il a pu être constaté que les restrictions en matière de liberté d'expression des organisations internationales, des organisations non-gouvernementales nationales ou internationales ainsi que des défenseurs des droits de l'homme restent une grave préoccupation.<sup>29</sup>

### 2.3. Les avocats, les juges et les officiers judiciaires

Le sujet des restrictions à la liberté d'opinion et d'expression des avocats, juges et officiers judiciaires a été récemment soulevé à plusieurs reprises, en particulier dans le cadre de la destitution de la Présidente de la Cour Suprême en janvier 2013.

En novembre 2012, la Rapporteuse spéciale sur l'indépendance des juges et des avocats, Mme Gabriela Knaul, a déclaré que les cas d'intimidation et les attaques contre les juges et officiers judiciaires au Sri Lanka étaient en augmentation.<sup>30</sup>

Dans la compilation établie par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme dans le cadre de l'Examen Périodique Universel (EPU) du Sri Lanka qui a eu lieu en novembre 2012, on peut lire que le Comité contre la Torture « s'est aussi dit préoccupé par des informations reçues indiquant que le Ministère de la défense avait publié sur son site Web des articles impliquant que des avocats de la défense étaient des "traîtres" à la nation et par le fait que l'un de ces articles, intitulé "Rassemblement de traîtres en robe noire", donnait le nom de cinq avocats, accompagné de leur photo, leur faisant courir un risque d'agression »<sup>31</sup>.

Plus récemment, lors d'une conférence de presse tenue en janvier 2013, le porte-parole de la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme a déclaré avoir reçu des informations alarmantes de la part de la *Independent Bar of Sri Lanka* rapportant des menaces de mort, des intimidations et deux tentatives d'assassinat contre des avocats soutenant Mme Bandaranaike.<sup>32</sup>

## 3. La liberté de réunion et d'association pacifiques

La liberté de réunion et d'association pacifique a aussi été le sujet d'attention de nombreuses ONGs et organismes onusiens.

Dans sa résolution datée du 19 mars 2013, le Conseil des Droits de l'homme s'est dit « préoccupé par les informations persistantes faisant état de violations des droits de l'homme à Sri Lanka, notamment [...] de violation des droits à la liberté d'expression, d'association et de réunion pacifique »<sup>33</sup>.

Selon un rapport soumis au Conseil des droits de l'homme en mai 2013 par l'*International Movement against all Forms of Discrimination and Racism (IMADR)*, les opposants au gouvernement participant à des réunions pacifiques ont été attaqués, arrêtés, menacés, empêchés de participer et soumis à une surveillance intimidante du gouvernement à travers la police, l'armée et d'autres partisans. La situation en matière de liberté de réunion serait pire

<sup>29</sup> Interviews avec des membres d'ONGs nationales et internationales ainsi que des représentants d'organisations internationales, menés entre le 10 et le 20 décembre 2013 à Jaffna, Kilinochchi, Trincomalee, Vavuniya et Colombo.

<sup>30</sup> UN News Center, *UN independent expert concerned over reports of intimidation of judges in Sri Lanka*, 31 December 2012, <http://www.un.org/apps/news/story.asp/html/story.asp?NewsID=43859&Cr=Sri%20Lanka&Cr1=#.UmozNTFoJEs> (19.04.2014).

<sup>31</sup> Assemblée générale des Nations Unies, Conseil des droits de l'homme, Groupe de travail sur l'Examen périodique universel, *Compilation établie par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme, conformément au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil des droits de l'homme Sri Lanka*, A/HRC/WG.6/14/LKA/2, 13 août 2012, <http://www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain/opendocpdf.pdf?reldoc=y&docid=506d45a92> (23.04.2014).

<sup>32</sup> Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights (OHCHR), *Press briefing notes on Mali, Sri-Lanka, Zimbabwe and Iran*, 18 January 2013, <http://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=12936&LangID=E> (19.04.2014).

<sup>33</sup> Assemblée générale des Nations Unies, Conseil des droits de l'homme, *Projet de résolution – Favoriser la réconciliation et l'établissement des responsabilités à Sri Lanka*, A/HRC/22/L.1/Rev.1, 19 mars 2013, [http://ap.ohchr.org/documents/F/HRC/d\\_res\\_dec/A\\_HRC\\_22\\_L1\\_Rev1.doc](http://ap.ohchr.org/documents/F/HRC/d_res_dec/A_HRC_22_L1_Rev1.doc) (19.04.2014).

dans la province du Nord, même si des atteintes auraient été rapportées à Colombo ainsi que dans le sud et le centre du pays.<sup>34</sup>

### 3.1. Les organisations non-gouvernementales

De nombreuses critiques ont été entendues sur le fait que depuis avril 2010, le *National Secretariat for Non Governmental Organizations*, en charge de s'assurer que toutes les ONGs qui travaillent au Sri Lanka soient enregistrées et qu'elles fonctionnent dans le cadre des politiques gouvernementales, est subordonné au Ministère de la Défense.<sup>35</sup> Selon un rapport soumis par des ONGs sri lankaises dans le cadre de l'Examen Périodique Universel de 2012, de nombreuses ONGs, en particulier au niveau local, sont souvent visitées par les agents de renseignement qui interrogent les membres du personnel sur leur travail et le financement de l'ONG, semant la peur et l'insécurité parmi ces derniers.<sup>36</sup> De plus, en septembre 2013, Mme Navi Pillay, Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, a partagé avec le Conseil des droits de l'homme les graves préoccupations de la société civile concernant le transfert en avril 2010 des fonctions d'enregistrement, de vérification et de contrôle de toutes les ONGs à l'échelle nationale à un secrétariat relevant du ministère de la Défense. La Haut-Commissaire a exhorté le gouvernement à déplacer le « Secrétariat ONG » sous la compétence d'un ministère civil. Elle a également encouragé le gouvernement à lever les restrictions et créer de l'espace pour les ONGs et les activités de la société civile qui soutiennent la réhabilitation et la réconciliation, en particulier dans le domaine psycho-social.<sup>37</sup>

Dans la compilation établie par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme dans le cadre de l'Examen Périodique Universel (EPU) du Sri Lanka qui a eu lieu en novembre 2012, on peut lire que « *[l]e Comité des droits de l'enfant a notamment engagé Sri Lanka à lever les obstacles et contrôles superflus entravant l'action des ONG* »<sup>38</sup>.

La grande majorité des interlocuteurs rencontrés lors de la mission de l'ODM au Sri Lanka en décembre 2013 ont affirmé que les activités ainsi que les membres du personnel des ONGs nationales et internationales ainsi que des agences des Nations Unies font l'objet d'un

<sup>34</sup> General Assembly, Human Rights Council, *Written statement submitted by the International Movement against all Forms of Discrimination and Racism (IMADR), a non-governmental organization in special consultative status*, A/HRC/23/NGO/28, 17 May 2013, <http://omiusajpic.org/files/2013/06/HRC-23-May-2013-Written-Statement-Freedom-of-Assembly-IMADR-17May2013.pdf> (19.04.2014);

Networking for Rights in Sri Lanka (NfR), INFORM Human Rights Documentation Centre, Sri Lanka, Free Media Movement, Sri Lanka (FMM), *NGO Submission Universal Periodic Review – second cycle on Sri Lanka (14th UPR Working Group – Oct / Nov. 2012) Human Rights Defenders, Freedom of Assembly, Freedom of Association and Dissent in Sri Lanka*, 23 April 2012, <https://nfrsrilanka.files.wordpress.com/2012/06/nfr-sri-lanka-joint-upr-submission-sri-lanka-nov-2012-defenders-freedom-of-assembly-freedom-of-association-and-dissent.pdf> (19.04.2014).

<sup>35</sup> National Secretariat for Non Governmental Organizations official website: [http://www.ngosecretariat.gov.lk/web/index.php?option=com\\_content&view=article&id=46&Itemid=27&lang=en](http://www.ngosecretariat.gov.lk/web/index.php?option=com_content&view=article&id=46&Itemid=27&lang=en) (19.04.2014).

<sup>36</sup> Networking for Rights in Sri Lanka (NfR), INFORM Human Rights Documentation Centre, Sri Lanka, Free Media Movement, Sri Lanka (FMM), *NGO Submission Universal Periodic Review – second cycle on Sri Lanka (14th UPR Working Group – Oct / Nov. 2012) Human Rights Defenders, Freedom of Assembly, Freedom of Association and Dissent in Sri Lanka*, 23 April 2012, <https://nfrsrilanka.files.wordpress.com/2012/06/nfr-sri-lanka-joint-upr-submission-sri-lanka-nov-2012-defenders-freedom-of-assembly-freedom-of-association-and-dissent.pdf> (19.04.2014).

<sup>37</sup> UN Human Rights Council, *Oral update of the High Commissioner for Human Rights on promoting reconciliation and accountability in Sri Lanka*, 25 September 2013, A/HRC/24/CRP.3/Rev.1, [http://www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/RegularSessions/Session24/Documents/A-HRC-24-CRP-3-Rev1\\_en.doc](http://www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/RegularSessions/Session24/Documents/A-HRC-24-CRP-3-Rev1_en.doc) (19.04.2014).

<sup>38</sup> Assemblée générale des Nations Unies, Conseil des droits de l'homme, Groupe de travail sur l'Examen périodique universel, *Compilation établie par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme, conformément au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil des droits de l'homme Sri Lanka*, A/HRC/WG.6/14/LKA/2, 13 août 2012, <http://www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain/opendocpdf.pdf?reldoc=y&docid=506d45a92> (23.04.2014).



monitoring de la part des autorités militaires et policières, et ce sur tout le territoire national et non pas uniquement dans les anciennes zones de conflit.<sup>39</sup>

### 3.2. La tenue de manifestations

De nombreuses manifestations ont été empêchées ou réprimées par la force au cours de ces dernières années.

A titre illustratif, le 5 mars 2013, la police a empêché environ 600 personnes, dont des membres des familles de disparus et des militants de la société civile du Nord, de voyager de Vavuniya à Colombo pour participer à une manifestation organisée par l'*Association of the Families Searching for the Disappeared Relatives* prévu le lendemain.<sup>40</sup>

Le 12 novembre 2013, environ 200 membres des familles de personnes disparues pendant ou après la guerre ont tenté de se rendre à Colombo pour manifester en marge du sommet des chefs d'Etat du Commonwealth. Elles en ont été empêchées par le gouvernement.<sup>41</sup>

Les manifestations relatives à des événements survenus pendant la guerre ne sont pas les seules à être empêchées ou violemment réprimées. A titre illustratif, le 15 février 2012, un pêcheur a été abattu par la police lors d'une manifestation à Chilaw (district de Puttalam) sur une hausse des prix de l'essence.<sup>42</sup>

Certaines manifestations ont aussi été empêchées ou dispersées par la force dans le Sud du pays. En effet, le 1<sup>er</sup> août 2013, à Weliveriya (environ 20 km au nord de Colombo), l'armée a violemment réprimé une manifestation de villageois cinghalais demandant la fermeture d'une usine de gants de caoutchouc jugée responsable de la pollution de leur source d'eau potable, faisant trois morts et de nombreux blessés. Les journalistes venus couvrir l'événement auraient, quant à eux, été victimes de pressions, d'intimidations et d'attaques de la part des militaires.<sup>43</sup> Quelques jours plus tard, Nimal Siripala de Silva, Ministre de l'Irriga-

<sup>39</sup> Interviews avec des membres d'ONGs nationales et internationales ainsi que des représentants d'organisations internationales, menés entre le 10 et le 20 décembre 2013 à Jaffna, Kilinochchi, Trincomalee, Vavuniya et Colombo.

<sup>40</sup> Groundviews, *Police detains families of disappeared from Northern Sri Lanka and prevents peaceful protest and petition to the UN*, 7 March 2013, <http://groundviews.org/2013/03/07/police-detains-families-of-disappeared-from-northern-sri-lanka-and-prevents-peaceful-protest-and-petition-to-the-un/> (19.04.2014); Asian Human Rights Commission, *Sri Lanka: The recent suppression of Tamil voice at Vavuniya*, 9 March 2013, <http://www.humanrights.asia/news/ahrc-news/AHRC-ART-027-2013> (19.04.2014).

<sup>41</sup> BBC News, *Tamils stopped en route to Colombo before Commonwealth summit*, 13 November 2013, <http://www.bbc.co.uk/news/world-asia-24922934> (19.04.2014); The Telegraph, *Sri Lanka moves to quell protests before Commonwealth summit*, 13 November 2013, <http://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/asia/srilanka/10447428/Sri-Lanka-moves-to-quell-protests-before-Commonwealth-summit.html> (19.04.2014).

<sup>42</sup> The Island, *Police Commando ASP grilled over Chilaw killing. SLA denies involvement*, 16 February 2012, [http://www.island.lk/index.php?page\\_cat=article-details&page=article-details&code\\_title=45434](http://www.island.lk/index.php?page_cat=article-details&page=article-details&code_title=45434) (19.04.2014).

<sup>43</sup> CBC News, *1 dead, 15 wounded in Sri Lanka protest over clean water*, 2 August 2013, <http://www.cbc.ca/news/world/1-dead-15-wounded-in-sri-lanka-protest-over-clean-water-1.1350301> (19.04.2014); Sri Lanka Mirror, *Weliweriya death toll gone up to three*, 4 August 2013, <http://www.srilankamirror.lk/news/9479-weliweriya-death-toll-gone-up-to-three> (19.04.2014); Amnesty International, *Sri Lanka. L'enquête sur la mort de manifestants qui auraient été tués par l'armée doit être véritablement indépendante*, 5 août 2013, <http://www.amnesty.fr/Presse/Communiqués-de-presse/Sri-Lanka-L-enquete-sur-la-mort-de-manifestants-qui-auraient-ete-tues-par-l-armee-doit-etre-veritabl-9133> (19.04.2014); Reporters Sans Frontières, *Plusieurs journalistes agressés par des militaires en marge de manifestations environnementales*, 5 août 2013, <http://fr.rsf.org/sri-lanka-plusieurs-journalistes-agressees-05-08-2013,45018.html> (19.04.2014); The Sunday Times, *Woes of Weliweriya water war*, 4 August 2013, <http://www.sundaytimes.lk/130804/news/woes-of-weliweriya-water-war-55854.html> (19.04.2014); Colombo Telegraph, *Fight for clean water turns deadly: Army fires on Weliweriya demonstrators*, 1 August 2013, <https://www.colombotelegraph.com/index.php/fight-for-clean-water-turns-deadly-army-fires-on-weliweriya-demonstrators/> (19.04.2014); Colombo Telegraph, *Credibility of army inquiry on Weliweriya killings ?*, 22 August 2013, <https://www.colombotelegraph.com/index.php/credibility-of-army-inquiry-on-weliweriya-killings/> (19.04.2014); Colombo Gazette, *HRC probe on Weliweriya*, 3 August 2013, <http://colombogazette.com/2013/08/03/hrc-probe-on-weliweriya/> (19.04.2014);

tion et du Développement des Ressources en Eau, a affirmé au Parlement que l'armée a été obligée d'ouvrir le feu en légitime défense.<sup>44</sup> Le porte-parole de l'armée, a déclaré le 4 août que l'armée mènerait une enquête sur l'incident et qu'un rapport serait présenté dans les deux semaines. La Commission des droits de l'homme du Sri Lanka a aussi établi une commission d'enquête.<sup>45</sup> Le *Daily Mirror* a relaté cela : « *Army Commander Lt. General Daya Ratnayake said yesterday that the Court of Inquiry appointed by him to look into the Rathupaswela shooting had found that the conduct of the Army had gone beyond their legal duties during the incident.* »<sup>46</sup> Les enquêtes menées par l'armée ont abouti à la mise à pied de quatre officiers supérieurs.<sup>47</sup> A ce propos, M. Dayan Jayatilleke, ancien ambassadeur et représentant permanent auprès des Nations Unies à Genève, s'est exprimé comme suit : « *The obvious observations will be, if this is how the State authorities treat unarmed Sinhalese, largely Buddhist civilian men, women and children who are protesting against polluted water, how must that state have treated the Tamils in the closing stages of the war?* » Le journaliste qui rapporte ces propos ajoute ensuite dans son article : « *While there is plenty of evidence to suggest how Tamils were treated in the closing stages of the war, it is important to remember that Weliweriya happened in an area fully governed by elected political institutions whereas the very same military apparatus has run the North of the country since the end of the war.* »<sup>48</sup>

---

International Crisis Group, *Sri Lanka's Potemkin peace: Democracy under fire*, Asia Report N°253, 13 November 2013, <http://www.crisisgroup.org/~media/Files/asia/south-asia/sri-lanka/253-sri-lankas-potemkin-peace-democracy-under-fire.pdf> (19.04.2014).

<sup>44</sup> The Island, *Security forces personnel fired in self defence* –Govt., 6 August 2013, [http://www.island.lk/index.php?page\\_cat=article-details&page=article-details&code\\_title=85290](http://www.island.lk/index.php?page_cat=article-details&page=article-details&code_title=85290) (19.04.2014).

<sup>45</sup> CBC News, *1 dead, 15 wounded in Sri Lanka protest over clean water*, 2 August 2013, <http://www.cbc.ca/news/world/1-dead-15-wounded-in-sri-lanka-protest-over-clean-water-1.1350301> (19.04.2014);

Sri Lanka Mirror, *Weliweriya death toll gone up to three*, 4 August 2013, <https://srilankamirror.com/news/9479-weliweriya-death-toll-gone-up-to-three> (19.04.2014);

Amnesty International, *Sri Lanka. L'enquête sur la mort de manifestants qui auraient été tués par l'armée doit être véritablement indépendante*, 5 août 2013, <http://www.amnesty.fr/Presse/Communiqués-de-presse/Sri-Lanka-L-enquete-sur-la-mort-de-manifestants-qui-auraient-ete-tues-par-l-armee-doit-etre-veritabl-9133> (19.04.2014);

Reporters Sans Frontières, *Plusieurs journalistes agressés par des militaires en marge de manifestations environnementales*, 5 août 2013, <http://fr.rsf.org/sri-lanka-plusieurs-journalistes-agresses-05-08-2013,45018.html> (19.04.2014);

The Sunday Times, *Woes of Weliweriya water war*, 4 August 2013, <http://www.sundaytimes.lk/130804/news/woes-of-weliweriya-water-war-55854.html> (19.04.2014);

Colombo Telegraph, *Fight for clean water turns deadly: Army fires on Weliweriya demonstrators*, 1 August 2013, <https://www.colombotelegraph.com/index.php/fight-for-clean-water-turns-deadly-army-fires-on-weliweriya-demonstrators/> (19.04.2014);

Colombo Telegraph, *Credibility of army inquiry on Weliweriya killings ?*, 22 August 2013, <https://www.colombotelegraph.com/index.php/credibility-of-army-inquiry-on-weliweriya-killings/> (19.04.2014);

Colombo Gazette, *HRC probe on Weliweriya*, 3 August 2013, <http://colombogazette.com/2013/08/03/hrc-probe-on-weliweriya/> (19.04.2014).

<sup>46</sup> Daily Mirror, *Weliweriya shooting: Army exceeded its remit*, 4 October 2013, <http://www.dailymirror.lk/news/36532-weliweriya-shooting-army-exceeded-its-remit.html> (19.04.2014).

<sup>47</sup> Daily Mirror, *Weliweriya shooting: Army exceeded its remit*, 4 October 2013, <http://www.dailymirror.lk/news/36532-weliweriya-shooting-army-exceeded-its-remit.html> (19.04.2014).

<sup>48</sup> Opendemocracy, M. Samarakoon, *Weliweriya: crushing protest, polluting democracy, Sri Lankan style*, 6 August 2013, <http://www.opendemocracy.net/m-samarakoon/weliweriya-crushing-protest-polluting-democracy-sri-lankan-style> (19.04.2014).